

De la Grèce à la France de Hollande : vont-ils écouter le peuple ?

écrit par Christine Tasin | 13 mai 2012



Ça va mal en Grèce. Deuxième échec pour la formation d'une coalition. Et à cela une raison et une seule, les partis arrivés en tête avaient au programme le refus de l'austérité... mais n'avaient pas la majorité suffisante pour imposer leur choix. Donc le peuple va sans doute devoir retourner aux urnes, histoire de dégager une nette majorité.

Vox populi, vox dei. La voix du peuple, c'est la voix de Dieu...

A écouter, l'analyse de la crise grecque

et les conséquences à en tirer pour la France par Jean Théron, responsable de *Résistance républicaine* en PACA. Video enregistrée fin février dernier.

Ci-dessus le texte de la video, paru sur Riposte laïque le 5 mars dernier.

Christine TasinPourquoi, militant anti-capitaliste, je ne vais « pas du tout » voter pour Hollande

Posted on [5 mars 2012](#) by [Jean Théron](#) – Article du n° 241

Le 12 février dernier, le parlement grec a adopté, en dépit de l'opposition massive de la population, le mémorandum imposé par la troïka UE, Banque centrale Européenne, FMI, mémorandum soutenu par le nouveau gouvernement désigné et contrôlé par l'UE avec comme premier ministre Mr Lucas Papadémos, ex vice-président de la BCE.

Ce mémorandum signifie une diminution de 32% du salaire minimum, dans la perspective d'un alignement à terme

sur les salaires minimum des pays de l'Europe centrale et du sud-est (moins de 200 € pour la Bulgarie ou la Roumanie), la liquidation des conventions collectives, des diminution de salaires jusqu'à 70% pour les personnels de la chaîne publique et 150000 suppressions de poste d'ici 2015 dans le secteur public par non remplacement de 4 postes sur 5, diminution des retraites, diminution drastique des dépenses dans le secteur de la santé. Ainsi des hopitaux ne sont plus en mesure de fonctionner, le manque de médicaments s'aggrave , jusqu'à l'aspirine qui commence à devenir difficile à trouver. La faim fait irruption dans un des pays les plus avancés de la planète.

On notera que la Grèce compte 1 millions de chômeurs pour une population de 11 millions d'habitants.

Ce processus implique et s'accompagne pour la Grèce de la perte sa souveraineté nationale.

Nous voyons se dérouler devant nous une régression sociale et politique pour un peuple d'Europe occidentale inouïe et inimaginable en temps de paix.

Comment peut-on comprendre une telle violence ?

On le sait, les bourgeoisies capitalistes des pays d'Europe, qui se partageaient et se disputaient le Monde avec leurs homologues états-uniennes et japonaises jusqu'à déclencher la deuxième guerre mondiale, doivent faire face aujourd'hui à l'offensive concurrentielle des nouvelles oligarchies capitalistes qui se développent dans ce que l'on appelle, « les pays émergents », multiplication des bourgeoisies capitalistes constituant de fait la « mondialisation ».

Cette offensive est largement victorieuse, regardez la Chine, l'Inde, le Brésil, le monde musulman ou africain, destinations des délocalisations de nos entreprises comme la dernière en date, Renault au Maroc.

Les nouvelles oligarchies l'emportent grâce à l'exploitation de masses laborieuses sans protection à l'instar de ce que connaissait l'Europe au milieu du XIXème siècle: pas de droit du travail, travail des enfants, salaires autour de 50€ par mois pour des horaires de travail sans limites, pas ou peu de législation ou de protection sociale.

Face à cette concurrence victorieuse et pour essayer de résister et de conserver leurs profits, les bourgeoisies capitalistes européennes sont placées dans l'obligation de retirer à leur population salariée les dispositions en terme de salaire et de protection sociale lui permettant un niveau de vie convenable au regard des énormes possibilités créées par les avancées spectaculaires dans la connaissance des lois de la nature.

Ce niveau de vie est sans commune mesure avec celui misérable de 6 milliards de terriens.

Comme il est clair que cette politique de régression ne peut se mener avec l'accord des populations concernées, dans un cadre démocratique donc, il faut l'instaurer de manière autoritaire, dictatoriale, totalitaire.

-L'Union Européenne est la réponse à cette nécessité:

C'est ainsi que des « commissaires » sans aucune légitimité démocratique décrètent des directives obligatoirement applicables sous peine de sanctions financières, contrôlent les projets de budget des états, imposent les politiques de régression sociale appelées par euphémisme « politiques d'austérité » ou de « rigueur » qui vont être amplifiées par le nouvel organisme, lui aussi au-dessus de tout contrôle, qui est en train d'être créé avec l'aval obligatoire des états et qu'on appelle le mécanisme européen de stabilité MES.

- L'Euro est son arme décisive, monnaie unique, gérée par un organisme autonome,

indépendant du contrôle de tout état, la Banque Centrale Européenne;

– La disparition des Etats-Nation souverains le passage obligé,

– L'interdiction de la liberté d'expression l'outil indispensable pour faciliter -l'installation de populations immigrées extra-européennes de plus en plus nombreuse à côté de la population autochtone parfaitement instruite, émancipée et viscéralement attachée aux libertés, aux droits de l'homme, à la démocratie, et pour la France en plus à la laïcité, autant de valeurs qu'elle pratique comme elles respire, pour y avoir goûté et participer en permanence à leur développement, et donc susceptible de résistance;

– Installation de populations immigrées extra européennes qui elles sont très éloignées de la connaissance idéologique et pratique des droits de l'homme, des libertés, de la démocratie et à fortiori de la laïcité,

– Des populations fortement endoctrinées pour l'immense majorité comme nous l'a montré Pascal Mohamed Hilout, par la religion musulmane fondée sur le principe que la loi de Dieu exprimée entre autres par le Coran doit être totalitairement appliquée par les hommes,

– Populations donc plus aptes à supporter le totalitarisme de l'UE, d'autant plus facilement que celui-ci ne s'oppose pas frontalement au dogme islamique et au contraire l'encourage.

Comment ne peut-on pas constater la réalité de ce que j'explique? Qui peut ignorer ce que le peuple grec est en train de subir?

Alors face à ce processus politique mené en France par la majorité qui soutient le Président de la République, Monsieur Sarkozy, quelle est la position du candidat de l'opposition présenté comme susceptible d'être élu, le candidat du parti socialiste?

A t-il une réaction par rapport à ce qui se passe en Grèce? Pas du tout.

On notera d'ailleurs que le ministre des finances du gouvernement grec de liquidation est Monsieur Evangelos Vénisélos, un des principaux dirigeants du parti socialiste grec.

– Dénonce t-il l'outil de destruction des acquis sociaux et démocratiques qu'est l'union européenne et ses dispositifs? Pas du tout.

Dans un communiqué à propos de l'accord obtenu lors du sommet européen du 30 janvier, le ps explique :

« ...Face à un tel déficit démocratique, c'est la règle d'or de la démocratie européenne qui est bafouée » ! En voulant nous persuader que l'Union Européenne est l'exemple le plus achevé de la démocratie!

Faut-il rappeler qu'il a voté avec l'écrasante majorité des parlementaires de son parti pour l'adoption du traité de Lisbonne annulant le vote massif des citoyens contre le projet de Constitution européenne!

– Mène t-il un combat déterminé contre le mécanisme européen de stabilité?

Pas du tout:

Les députés PS se sont abstenus dans leur grande majorité lors du vote qui vient de l'adopter au nom de la France.

– Envisage t-il de faire reculer la « finance » comme il dit? Pas du tout.

Ne vient-il pas de déclarer « *La gauche a gouverné pendant 15 ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation* » pour « rassurer la City »?

N'est-ce pas le pendant du « mon programme n'est pas socialiste » de Lionel Jospin en 2002?

Rappelons que son directeur de campagne, Monsieur Moscovici est vice président du « Cercle de l'Industrie » qui représente les intérêts des trusts français à l'échelle européenne et au sein duquel on retrouve les PDG d'Air Liquide, d'EADS, de Saint Gobain, le directeur des opérations du groupe Publicis et toute une palette d'administrateurs de banques et de grandes entreprises.

Entend-il protéger la liberté d'expression? Pas du tout.

Ses porte-paroles, ses alliés et les associations auto-proclamées anti-racistes liées au PS comme »SOS Racisme » mènent un combat de chiens de garde contre tout propos qui sortirait des rails du politiquement correct, concernant notamment l'immigration et l'islam, à l'image du procès intenté à Riposte Laïque, la polémique sur la viande halal ou les éructations de M. Mélenchon.

Entend-il limiter et contrôler

l'immigration, demander aux immigrants de s'intégrer et d'adopter les valeurs de la République Française. Pas du tout.

Il est hautement significatif qu'il ait choisi comme directeur de cabinet, Monsieur Faouzi Lamdaoui, citoyen algérien en même temps que citoyen français qui explique que « le concept d'intégration est un concept archaïque hérité de la période coloniale »! Et que « La société n'a nul besoin d'intégration. La société a besoin d'égalité » ou encore « l'égalité s'éprouve dans le vivre ensemble des dissemblables. Il ne s'agit pas d'intégrer l'autre, mais de créer une synergie qui enrichit l'un par l'autre. »

Alors est-ce que je vais voter pour François Hollande?

Pas du tout.

Jean Théron